



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Quarante-cinquième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Mercredi 10 juillet 1968
à 15 h 10

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

Pages

Point 2 de l'ordre du jour:

Examen général de la politique économique et sociale internationale (*suite*)

Orateurs:

M. Prebisch (CNUCED)	27
M. Gregh (France)	29
M. Gallardo Moreno (Mexique)	31

Président: M. PÉREZ GUERRERO (Venezuela).

POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen général de la politique économique et sociale internationale (E/4454, E/4467/Rev.1, E/4486/Add.1, E/4488 et Add.1 à 5, E/4496, E/4511 (Summary), E/4515, E/4525, E/4551; E/CN.5/417 et Corr.1 et Add.1 et 2 et Summary; E/CN.11/825; E/CN.12/806, E/CN.12/808 et Add.1; E/CN.14/409; E/ECE/703) (*suite*)

1. M. PREBISCH (Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement) dit qu'il parlera d'abord de la récente session de la Conférence, puis de la stratégie globale du développement à suivre pendant la deuxième Décennie du développement.

2. Nombre de jugements portés sur la deuxième session de la CNUCED sont exagérés. Il est vrai que, comme M. Prebisch l'a indiqué dans son rapport¹ sur cette session au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, les résultats acquis ont été très limités et n'ont pas correspondu à l'ampleur et à l'urgence du problème du développement. Mais des graines ont été semées qui pourraient se révéler d'une grande importance si elles reçoivent les soins voulus pour germer et fructifier. M. Prebisch songe en particulier à trois questions que la Conférence a laissées sans solution: les préférences; le transfert par les pays développés aux pays en voie de développement de ressources financières équivalant à 1 % de leur produit national brut; le financement supplémentaire.

3. En ce qui concerne les préférences, la Conférence a accompli un pas en avant en reconnaissant pour la première fois que les pays en voie de développement ont besoin d'un système de préférences pour leurs produits manufacturés et semi-finis. Il est regrettable que l'on ne soit pas allé plus loin en jetant les bases de l'application d'un tel système. Néanmoins, la Conférence a décidé que l'examen de cette question sera repris par le Conseil du commerce et du développement à sa session de septembre 1969, à laquelle, on l'espère, une solution pourra être trouvée à ce problème.

4. De même, la décision selon laquelle le transfert de ressources financières devrait se faire sur la base de 1 % du produit national brut, plutôt que du revenu national, des pays développés constitue un progrès; elle aura pour effet d'accroître de 25 % le volume des ressources transférées vers les pays en voie de développement. Aucune décision n'a été prise quant à l'année où cette politique entrera en vigueur, mais on espère, là aussi, que la question pourra être réglée à la session du Conseil du commerce et du développement de septembre 1969.

5. L'attitude de la Conférence à l'égard de la question du financement supplémentaire a été plus négative qu'on ne s'y attendait. Il a même été question, à un certain moment, d'adopter des dispositions en retrait par rapport à celles que la délégation suédoise et celle du Royaume-Uni avaient proposées à la première session de la Conférence. Heureusement, la décision 30 (II) adoptée finalement sur cette question représente un léger progrès, et il faut souhaiter que les efforts du Conseil du commerce et du développement permettront d'aboutir.

6. Ce n'est donc qu'après la session de septembre 1969 du Conseil du commerce et du développement qu'il sera possible d'évaluer d'une manière plus précise les résultats de la deuxième Conférence. Des graines sont en terre et ce qu'il faut maintenant, c'est la volonté politique de faire en sorte qu'elles croissent.

7. La deuxième session de la Conférence a révélé une fois de plus la lourdeur du mécanisme de la CNUCED. Des mesures devront être prises pour la rendre plus efficace et lui donner le pouvoir de négociation dont elle a besoin. Le secrétariat étudie actuellement les projets de résolutions présentés sur cette question par le Chili, l'Inde et la Suède, et l'on espère que le Conseil du commerce et du développement pourra examiner la question à sa prochaine session. Le secrétariat envisage de lui soumettre des propositions à ce sujet.

8. Certains se sont déclarés préoccupés, à New Delhi, de constater que, en raison de l'ordre du jour surchargé, la Conférence n'avait pas été en mesure d'aborder la question d'une stratégie globale du développement. Il faut espérer que cette question pourra être débattue au sein du Conseil du commerce et du développement. Les progrès accomplis dans l'élaboration d'une stratégie du développement sont évidents et les efforts accomplis en ce sens démontrent que ce principe a fait son chemin depuis le début de la première Décennie du développement. On est, par exemple, parvenu à se rendre compte que le problème du développement est commun aux pays développés et aux pays en voie de développement. On se rend compte aussi qu'une grande partie de la responsabilité de la solution des problèmes du développement incombe aux pays en voie de développement eux-mêmes. Il est admis, par exemple, que ces pays ne peuvent adopter une tech-

¹ Document de la CNUCED TD/96.

nologie moderne avant d'avoir réformé leurs structures économiques et sociales, promu de nouveaux principes concernant les responsabilités de la famille et l'accroissement démographique et pris des mesures pour favoriser la mobilité sociale et remédier aux disparités de revenus. L'une des grandes leçons à tirer de la première Décennie du développement est que les pays en voie de développement doivent convenir d'une politique qui conduira à l'accroissement de leurs échanges commerciaux mutuels et à l'intégration régionale et sous-régionale. La coopération internationale ne peut à elle seule assurer une croissance économique plus rapide. Les plans les mieux conçus de coopération internationale commerciale et financière ne donneront rien si les pays en voie de développement n'adoptent pas eux-mêmes une politique énergétique.

9. Le succès d'une stratégie du développement implique la reconnaissance du principe selon lequel les mesures prises par les pays développés et les pays en voie de développement doivent être convergentes. La CNUCED s'est efforcée d'obtenir que les produits de base des pays en voie de développement accèdent plus facilement aux marchés des pays industrialisés, d'établir un nouveau système de préférences et de stabiliser les prix des produits de base. A ce sujet, certains progrès ont été réalisés. Mais le problème énorme de la suppression du déficit commercial ne peut être résolu par l'action des seuls pays industrialisés. La solution devra en partie consister en un accroissement des échanges entre les pays en voie de développement eux-mêmes.

10. Comment les problèmes de réforme intérieure et de révision des principes d'action doivent-ils s'intégrer dans la notion de stratégie globale du développement? On a reconnu la nécessité d'une réforme économique et sociale dans les pays en voie de développement, de même que celle d'un accroissement de l'apport financier à ces pays, mais le lien entre ces deux besoins n'a pas été pleinement reconnu. Les réformes économiques et sociales ne peuvent pas, bien entendu, être imposées de l'extérieur ou fixées par des décisions internationales. Ce sont les pays en voie de développement qui doivent assurer la base d'une politique de coopération internationale financière et technique. Tout accroissement des prêts, multilatéraux ou bilatéraux, doit dépendre très étroitement de ce qu'un pays est disposé à entreprendre pour vitaliser son système économique. Un pays qui n'est pas disposé à entreprendre les réformes économiques et sociales nécessaires peut continuer à recevoir une aide internationale pour des projets précis, mais non des sommes assez importantes pour financer un plan complet de développement. Des deux côtés, il y a des déficiences. Encore aujourd'hui, de nombreux pays en voie de développement n'approuvent qu'en paroles l'idée de planification, tandis que les institutions financières internationales ne reconnaissent pas clairement la nécessité de financer les plans de développement. En outre, les pays industrialisés ne comprennent pas encore que le facteur le plus grave de perturbation d'un plan est en général extérieur; les fluctuations de prix auxquelles sont soumis en permanence les produits des pays en voie de développement peuvent bouleverser n'importe quel plan. C'est pourquoi une politique de financement supplémentaire peut jouer un rôle essentiel.

Il a été dit à la deuxième session de la Conférence que, si l'on parvenait à un accord de stabilisation des prix des produits de base, il n'y aurait pas besoin de financement supplémentaire, mais c'est là une idée fausse. Il n'est pas possible d'aboutir à des accords de stabilisation pour tous les produits de base et, lorsque la stabilisation est possible, elle ne peut être absolue, comme le montre l'accord sur le cacao. Le financement supplémentaire est donc essentiel.

11. M. Prebisch a insisté sur ces questions pour montrer qu'actuellement l'attitude intellectuelle à l'égard du développement est très différente de celle qui est apparue au GATT après la deuxième guerre mondiale. Toute la conception du GATT est fondée sur le principe de réciprocité, qui a donné des résultats satisfaisants pour les pays industrialisés et a abouti aux négociations Kennedy. Toutefois, ce principe n'a pas évolué de façon à faciliter les échanges entre les pays développés et les pays en voie de développement. Les pays en voie de développement ne peuvent accorder de réciprocité aux pays développés; la réciprocité doit donc être remplacée par la convergence.

12. A la récente réunion du CAC, le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales a exposé ce qui est fait à l'heure actuelle pour déterminer quantitativement des objectifs. Le Département des affaires économiques et sociales a rédigé un rapport d'économétrie qui contient des calculs sur la mobilisation des ressources intérieures des pays en voie de développement, les contributions à demander aux pays développés et l'étendue du déficit commercial. Le secrétariat de la CNUCED a travaillé dans le même sens. M. Prebisch se réfère, sur ce sujet, aux observations du Directeur général de la FAO (1532^e séance) sur le Plan indicatif mondial. Les calculs permettront, pour la première fois, de déterminer l'ampleur réelle de l'effort international nécessaire au titre du plan, à la fois en matière de commerce — afin d'augmenter les exportations des pays en voie de développement à destination des pays développés et des autres pays en voie de développement — et d'assistance financière; il semblerait que 1 % du produit national brut serait une exigence compatible avec un taux de croissance de 6 à 6,5 %. Bien que les progrès ainsi réalisés soient considérables, il reste beaucoup à faire. M. Prebisch espère que le Comité de la planification du développement emploiera utilement la documentation précieuse que l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées lui ont déjà fournie, ou préparent actuellement, pour fixer aux États des objectifs quantitatifs — bien que ces objectifs ne soient pas à considérer comme des engagements.

13. Indiquer l'ampleur des mesures nécessaires pour stimuler le taux de croissance est probablement tout ce que l'on peut faire. Des plans d'alimentation de la population, ou de réduction de la mortalité et de l'analphabétisme, quoique parties essentielles de programmes nationaux, ne seraient peut-être pas à leur place dans des plans d'ensemble destinés à régir la coopération internationale et le courant de capitaux des pays développés vers les pays en voie de développement. Il ne serait peut-être pas utile, dans les circonstances actuelles, de s'engager dans des domaines où les problèmes doivent être traités

essentiellement au niveau national. M. Prebisch a étudié la question à de nombreuses reprises avec le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales et il espère que le Département dont celui-ci est chargé et la CNUCED pourront coopérer à cet égard.

14. Il ne faut pas oublier que, pour organiser et mettre en œuvre une stratégie internationale, on aura besoin d'un mécanisme permanent d'évaluation afin de procéder à une évaluation annuelle de ce qui aura été réalisé par les pays en voie de développement comme par les pays développés. L'intérêt d'une stratégie globale est qu'elle embrasse tous les intéressés et tous les aspects du problème. Les récentes difficultés de certains pays développés sont des affaires nationales sans rapport avec la coopération internationale; on ne devrait pas permettre qu'elles rendent la stratégie internationale encore plus complexe qu'elle ne l'est déjà, ou détournent l'attention des problèmes du développement.

15. Pour formuler et mettre en œuvre une stratégie internationale, une question importante à examiner est celle de savoir comment utiliser au mieux le mécanisme de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées pour obtenir une action efficace. Après vingt ans de bureaucratie internationale, la question doit être posée: le système actuel d'organisations et de réunions de plus en plus nombreuses est-il le meilleur? Le Secrétaire général de la CNUCED n'emploie pas les mots « bureaucratie internationale » dans un sens péjoratif. Au cours des vingt dernières années, les idées fondamentales sur le développement économique ne sont pas venues des théoriciens, mais des Nations Unies et de leurs institutions; c'est la bureaucratie internationale qui a produit les idées nouvelles qui ont conduit au plan d'une stratégie globale du développement. M. Prebisch espère qu'elle conservera son initiative et sa hardiesse pendant la nouvelle Décennie du développement.

16. M. GREGH (France) décrit les effets des grèves et des troubles qui se sont produits récemment en France sur l'économie du pays, et expose les mesures que le gouvernement entend appliquer pour y remédier. La pression exercée par les travailleurs en vue d'améliorer leurs conditions d'existence a conduit à une augmentation générale de la masse salariale de l'ordre de 11 %. Sur le plan intérieur, les objectifs primordiaux du gouvernement sont de faciliter la reprise de toute la production et de « tenir » les prix afin que les avantages obtenus par les salariés ne soient pas illusoire et que les exportations demeurent compétitives. Des avances exceptionnelles sont consenties aux petites et moyennes entreprises, le plafond de réescompte des banques auprès de l'institut d'émission a été relevé et les délais de recouvrement des impôts ont été aménagés. Certaines hausses de prix sont inévitables, mais il est prévu de les limiter d'ici la fin de l'année à 3 % en moyenne, grâce à des mesures de restrictions volontaires fondées sur la concertation entre l'Etat et les industriels et commerçants. Les tarifs de certains services publics, tels que le transport des marchandises par voie ferrée et l'électricité, ne seront pas relevés. Bien que le taux d'escompte ait été porté de 3,5 à 5 % pour freiner les sorties de capitaux, le gouvernement ne renonce pas pour autant à la politique de l'argent bon marché qui est

indispensable à la relance de la production et au maintien des prix.

17. Face à des transferts spéculatifs de capitaux hors de France qui, en mai et juin, ont provoqué une perte de plus de 1 milliard de dollars de réserves en or et devises, le gouvernement a pris des mesures exceptionnelles de contrôle des changes. Ces dispositions ont un caractère temporaire et n'affecteront ni le commerce extérieur, ni les transactions commerciales courantes, ni la convertibilité du franc. Le système de crédit et d'assurance à l'exportation est assoupli jusqu'au 1^{er} janvier 1969 et il est octroyé une compensation de caractère dégressif de la hausse des salaires inclus dans les prix des produits vendus à l'étranger. Tous les engagements pris en matière d'importation seront honorés. Au 1^{er} juillet 1968, les droits de douane ont été abolis à l'intérieur de la Communauté économique européenne et le tarif appliqué par la France vis-à-vis du reste du monde a été aligné sur le nouveau tarif extérieur commun de la Communauté, lui-même abaissé conformément aux accords conclus pendant les négociations commerciales multilatérales de Genève. Seulement 15 % environ des importations françaises sont affectés par les restrictions à court terme appliquées dans quatre secteurs, sans discrimination, essentiellement afin d'empêcher les importateurs de certaines marchandises de profiter indûment de l'interruption de la production nationale. Il se peut même fort bien que ces importations dépassent le niveau de 1967.

18. Les mesures exceptionnelles qui ont été prises altéreront profondément les perspectives de croissance de la France, non seulement pour la fin de 1968 mais aussi pour 1969, et peut-être même au-delà. Le déficit budgétaire de l'exercice 1968 atteindra pratiquement le double des estimations initiales. L'existence de capacités sous-employées ne fait pas craindre une inflation par la demande, mais le gouvernement prend des mesures énergiques pour parer au risque réel de l'inflation par les coûts. Pour accélérer la production, le gouvernement entend encourager les investissements dans les mois à venir; il pourra alors adopter une politique de plein emploi plus active. Malgré les grèves, le taux d'accroissement du produit intérieur brut en 1968 pourrait atteindre 3,5 %. Bien que la situation de la balance des paiements continue de se détériorer, on espère que cette tendance se renversera à l'automne, et le gouvernement entend maintenir la parité et la convertibilité du franc, ainsi que son assistance aux pays en voie de développement au maximum de ce que les circonstances permettront.

19. Rendant hommage au Secrétaire général pour l'appréciation réaliste qu'il a donnée de la situation économique mondiale à la 1531^e séance, M. Gregh note que, selon lui, il n'est nullement sûr que le rythme du développement pendant les années soixante ait été plus lent que pendant les années cinquante, bien que beaucoup estiment que la Décennie du développement en cours ait été un échec. Peut-être a-t-il été peu raisonnable d'attacher autant d'importance, depuis 1960, à l'idée d'un taux moyen de progrès pour l'ensemble des pays en voie de développement, compte tenu des nombreuses différences qui existent entre eux. Un objectif de croissance pour le produit national brut peut avoir une certaine valeur psychologique-

mais il serait excessif de prétendre que la situation est mauvaise parce que cette moyenne n'a pas été atteinte. De plus, l'objectif de 5 % a été choisi arbitrairement, sans étude précise de ce qui était possible avec les moyens concrets du développement susceptibles d'être obtenus par région, par pays, et par secteur de production. Le Comité de la planification du développement a donc suggéré que le Conseil adopte, pour la deuxième Décennie du développement, un objectif global fondé sur une série d'objectifs établis pour les différents secteurs de l'économie dans les diverses régions. La délégation française développera cette idée lors de la discussion du point 4 de l'ordre du jour au Comité économique.

20. M. Gregh pense que si les objectifs trop ambitieux fixés pour la première Décennie du développement n'ont pas été atteints, cet échec vient essentiellement de l'insuffisance des ressources matérielles, en particulier du financement, et des ressources humaines. L'épargne intérieure est certainement insuffisante dans les pays en voie de développement. Étant donné que la consommation, privée et publique, par habitant progresse de 2 % environ par an dans la plupart des pays en voie de développement et que l'accroissement de la population se situe entre 2 et 3 %, le taux d'accroissement de la consommation totale est de 4 à 5 %. Pourtant, le produit national brut n'a augmenté en moyenne que de 4 % de 1960 à 1966. Le taux d'épargne doit donc avoir baissé dans nombre de pays en voie de développement pendant cette période. La croissance démographique et la croissance économique sont étroitement liées et le déséquilibre entre l'une et l'autre tend certainement à s'aggraver rapidement dans certaines régions. Même là où des programmes de limitation des naissances sont mis en œuvre avec succès, leur incidence sur la croissance démographique ne se fera sentir que beaucoup plus tard.

21. L'insuffisance de l'épargne intérieure contraint les pays à compter sur les capitaux extérieurs pour leur développement. Mais la bonne marche et l'entretien de l'appareil de production mis en place exigent des importations croissantes de matières premières et de pièces détachées, ce qui contribue à alourdir la charge du service de la dette extérieure. L'insuffisance des disponibilités en devises a souvent entraîné une sous-utilisation de la capacité de production. On pourrait remédier à cette situation en augmentant les exportations vers les pays industrialisés, mais un pays où le niveau de consommation est souvent proche du niveau de subsistance n'est guère en mesure de dégager des surplus exportables en quantité suffisante. Il est vrai que certains pays ont établi des secteurs d'activité orientés vers l'exportation, qui produisent généralement des matières premières ou des produits agricoles, mais de telles exportations sont généralement sensibles aux fluctuations de prix. Le Gouvernement français a souvent préconisé une action internationale qui permettrait que les variations des cours ne jouent pas au seul bénéfice des pays acheteurs, comme elles le font trop souvent, créant ainsi un courant inverse de capitaux.

22. L'insuffisance des efforts dans le secteur agricole, trop souvent négligé au profit d'un développement prioritaire de l'industrie, peut entraver sérieusement la croissance économique. La relation entre le taux de croissance

de l'économie et la production agricole apparaît nettement pour ceux des produits agricoles qui sont des matières premières industrielles. Elle est moins évidente, mais tout aussi réelle, pour les ressources vivrières. Si l'offre ne s'accroît pas au moins au même rythme que la demande, notamment dans les régions urbaines, les prix montent et le pouvoir d'achat des salaires diminue. On ne peut remédier à pareille situation qu'en restreignant le développement afin de ralentir la croissance des revenus, ou en important des produits alimentaires mais en diminuant d'autant les importations de biens d'équipement et des matières premières. Les conséquences désastreuses des mauvaises récoltes des campagnes 1965/66 et 1966/67 ont convaincu de nombreux gouvernements de la nécessité d'un développement agricole suffisant et d'un juste équilibre entre l'agriculture et l'industrie. Le Secrétaire général a fait allusion au rôle des progrès technologiques dans l'agriculture, tels que la création de nouvelles variétés de semences, mais le développement de la production alimentaire exige aussi de grands efforts d'investissements et de formation professionnelle pour que l'on dispose, en quantités suffisantes et au moment voulu, de moyens d'irrigation, d'engrais et d'insecticides.

23. Des modifications dans les techniques et les habitudes de culture sont indispensables. Outre la révolution technologique des campagnes, qui est déjà amorcée dans certains pays, il faudra améliorer les possibilités de stockage et les circuits de distribution, de même que les politiques des prix et du crédit. Souvent, la réforme agraire est une condition préalable essentielle à l'augmentation de la production agricole.

24. Si l'on veut supprimer la faim et la malnutrition, la recherche d'un meilleur équilibre entre l'agriculture et l'industrie devra être aussi un des soucis majeurs des pouvoirs publics. Ceux-ci devront consacrer davantage de ressources à l'investissement dans les industries qui conditionnent le développement de l'agriculture, pour mettre à sa disposition les facteurs de production indispensables et créer des emplois pour les travailleurs ruraux libérés par l'accroissement de la productivité agricole. La politique d'investissement industriel doit tenir compte des enseignements du passé et des nouvelles urgences qu'ils ont permis de dégager. Elle doit, en outre, viser à une meilleure utilisation des capacités existantes, afin d'éviter les doubles emplois.

25. Les ressources matérielles affectées au développement économique au cours de la présente Décennie ont été insuffisantes, mais il n'en reste pas moins que les ressources humaines n'ont pas été utilisées de façon adéquate. La plupart des pays en voie de développement ont souffert d'une grave pénurie de main-d'œuvre qualifiée à tous les niveaux. Suppléer à cette pénurie aurait des conséquences économiques heureuses. Pour remédier à une telle situation, il faudra accomplir d'immenses efforts et mettre en œuvre un programme à long terme en matière d'enseignement et de formation, comme l'a d'ailleurs confirmé le Directeur général de l'UNESCO dans les observations qu'il a formulées à la 1534^e séance au sujet de l'attitude de la jeunesse à l'égard de la société industrielle. Les concepts retenus jusqu'ici à cet égard devront être modifiés dans les pays en voie de développement, où

les systèmes d'enseignement sont trop souvent calqués sur ceux des pays industrialisés qui, eux-mêmes, se révèlent souvent inappropriés. Le recours aux moyens audiovisuels pourrait être particulièrement bénéfique, et quelques expériences réalisées en Afrique mériteraient d'être étudiées de façon approfondie. L'avenir d'un enseignement et d'une formation dispensés à l'aide de la télévision paraît également prometteur. La délégation française formulera des vues plus détaillées sur le problème des ressources humaines lors de l'examen du point 9 de l'ordre du jour.

26. En ce qui concerne les méthodes de programmation, l'idée d'un développement planifié fait lentement son chemin et pratiquement tous les pays en voie de développement estiment maintenant que la programmation est indispensable pour permettre l'utilisation optimale des ressources. On peut se demander, toutefois, si les modèles qui ont servi jusqu'ici à l'établissement des plans à moyen ou même à long terme ne souffrent pas d'une contradiction entre le raffinement des méthodes et l'insuffisance des renseignements statistiques. D'autre part, l'absence d'intégration véritable des programmes annuels dans la mise en œuvre de ces plans accentue le caractère trop souvent théorique de ces derniers. Il pourrait être avantageux de substituer à ces modèles économétriques très élaborés des formules plus souples, comme par exemple un système d'ensemble qui engloberait quelques grands objectifs physiques (comme la production agricole, les engrais, l'énergie, etc.), et aussi des priorités clairement définies. Là où l'agriculture constitue le secteur principal, le taux de croissance du produit national brut et du volume de l'épargne peut varier fortement d'une année à l'autre en raison des facteurs climatiques et d'autres aléas. La programmation annuelle devra donc être souple. Compte tenu des fluctuations annuelles des grandes variables économiques, le budget économique pourrait, dans le cadre des objectifs à moyen terme, définir et de façon plus détaillée et plus plus réaliste les objectifs à court terme.

27. Il serait souhaitable que, au cours de la deuxième Décennie du développement, les commissions économiques régionales poursuivent leurs efforts en vue de promouvoir la coopération intrarégionale, afin d'éviter les doubles emplois, de faciliter des accords tarifaires et d'encourager l'action commune de plusieurs pays pour coordonner leur politique d'exportation de certains produits clés et même d'amorcer des ententes interrégionales dans certains domaines.

28. Les difficultés que connaissent la France et d'autres pays développés montrent qu'eux aussi ont dû affronter des problèmes de croissance. L'interdépendance des économies est telle que ces difficultés ne peuvent manquer d'affecter dans une certaine mesure les pays en voie de développement. Bien que ceux-ci sachent que leur propre progrès dépend dans une large mesure des efforts qu'ils accompliront, le développement n'en demeure pas moins une œuvre commune et ce n'est que grâce à une coopération internationale active et ordonnée que pourront être atteints les objectifs de la Charte dans ce domaine.

29. L'Organisation des Nations Unies est essentiellement le forum où les représentants des États peuvent échanger leurs vues, confronter leurs politiques et recher-

cher, dans un esprit de compréhension mutuelle, les solutions les plus satisfaisantes de leurs problèmes. Elle est aussi le lieu où ils élaborent des directives à l'intention du Secrétariat. Les nouveaux objectifs de la prochaine Décennie devraient être fixés par une collaboration étroite des uns et des autres et en fonction de l'expérience acquise au cours de la Décennie qui s'achève.

30. M. GALLARDO MORENO (Mexique) se félicite de l'attention permanente accordée par l'Organisation des Nations Unies à la politique économique et sociale. Il a particulièrement apprécié l'allocution d'ouverture du Secrétaire général et les déclarations du Directeur général de l'UNESCO et du Secrétaire général de la CNUCED, qui ont tous insisté sur les travaux de l'Organisation des Nations Unies relatifs à la prochaine Décennie du développement. Il a été particulièrement frappé par la référence du Directeur général de l'UNESCO à la jeunesse du monde.

31. Les rapports et les statistiques témoignent d'une aggravation de la situation dans les pays en voie de développement: leurs taux de croissance sont en régression ou nuls; leur part en volume du commerce mondial a baissé, et plusieurs de leurs produits ont diminué de valeur, alors que ceux des pays développés ont continué à augmenter. Le déséquilibre commercial entre les pays en voie de développement et les pays développés est plus grand que jamais.

32. Il est important de tirer un enseignement de l'expérience acquise au cours de la première Décennie du développement et, lorsqu'on définira des objectifs, de fixer en même temps les moyens de les atteindre. Il convient d'élaborer de nouvelles méthodes et d'établir des programmes nouveaux et de grande envergure. On ne doit pas perdre de vue l'importance des efforts nationaux de développement, mais le représentant du Mexique considère, avec le Secrétaire général de la CNUCED et le représentant du Royaume-Uni, que le développement est une responsabilité commune et ne peut être réalisé sans coopération internationale. Les institutions spécialisées et les autres organes des Nations Unies devront donner la priorité aux mesures relevant de leur propre domaine de compétence. De nouvelles normes de transports maritimes et aériens, notamment, seraient particulièrement précieuses pour les pays en voie de développement. En outre, il serait utile que tous les organismes des Nations Unies puissent, sur un problème donné, proposer des mesures spécifiques dans les domaines relevant de leur compétence. A cet égard, M. Gallardo Moreno attire l'attention du Conseil sur le paragraphe 268 du rapport du Comité du programme et de la coordination (E/4493/Rev. 1).

33. Les pays se rendent de plus en plus compte des bienfaits de la planification et, en même temps, des problèmes complexes qu'elle implique. L'un des problèmes de l'Amérique latine, par exemple, est le manque de statistiques adéquates et précises. Ses grandes difficultés sont peut-être l'instabilité des recettes d'exportation, nécessaires pour financer le développement économique, l'instabilité des prix des produits primaires sur le marché international et le manque de débouchés pour les produits manufacturés, sans lesquels il est difficile de fixer des objectifs de production.

34. Il est vital que les Nations Unies et tous leurs organismes s'adaptent à l'évolution des circonstances. Le représentant du Mexique pense aux travaux des commissions économiques régionales, dont certains aspects étaient importants à l'origine mais sont maintenant dépassés. A cet égard, il appuie les suggestions des représentants de la Suède et de la France. Il serait utile que les commissions économiques régionales puissent s'occuper de la promotion des exportations et de l'intégration du commerce

mondial, lorsque l'on aura mis en jeu un mécanisme d'intégration de continents ou de groupes de pays. Beaucoup des graves problèmes politiques auxquels se heurte à l'heure actuelle l'Organisation des Nations Unies s'atténueraient si elle affrontait les problèmes du sous-développement.

La séance est levée à 16 h 40.